



Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché de prestations d'assurances

Entre

Villefontaine, représentée par Monsieur le Maire, autorisée par délibération du

Et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Villefontaine, représenté
par , autorisé par délibération n°

Article 1 - Objet du groupement

L'objet du présent groupement de commandes porte sur les services d'assurances pour la commune de Villefontaine et son CCAS.

La forme du marché est un marché ordinaire composé de plusieurs lots :

- Lot 1 : assurance des dommages aux biens et des risques annexes
- Lot 2 : assurance des responsabilités et des risques annexes
- Lot 3 : assurance des véhicules et des risques annexes
- Lot 4 : assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus
- Lot 5 : assurance des prestations statutaires.

Le CCAS est concerné par les lots 1, 2 et 4.

La durée du marché sera de quatre ans du 01/01/2021 au 31/12/2024.

Le marché sera passé en appel d'offres ouvert.

En cas d'infructuosité totale ou partielle des consultations, les modalités du présent groupement s'appliquent dans les mêmes conditions. Le cas échéant, les membres du groupement autorisent le coordonnateur à relancer une (des) consultation (s) sous la forme qu'il jugera la plus pertinente.

Article 2 – Modalités d'organisation en groupement de commandes

Sont membres du groupement les établissements mentionnés ci-après :

1	Villefontaine , place Pierre Mendès France, BP 88 – 38 093 Villefontaine
2	CCAS de Villefontaine , 56 Rue du Midi - 38090 Villefontaine

Le présent groupement est constitué librement entre les adhérents. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

Article 3 - Durée du groupement

La présente convention, une fois signée par l'ensemble des membres du groupement, prend effet à compter de sa transmission au contrôle de légalité par le coordonnateur. Cette convention prendra fin au terme de la durée du marché. Le marché est passé pour une durée de quatre ans maximum.

Article 4 - Désignation du coordonnateur

Villefontaine est désignée coordonnateur du présent groupement de commandes. Ce coordonnateur a qualité de pouvoir adjudicateur.

Les autres membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour organiser la consultation, signer et notifier l'accord cadre.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations propres à chaque consultation.

Le coordonnateur est chargé de l'ensemble des opérations permettant d'aboutir au choix d'un co-contractant et notamment :

- Recueillir la définition précise des besoins des adhérents et de les récapituler ;
- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- Elaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- Transmettre le dossier de consultation des entreprises aux membres du groupement pour validation,
- Assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,
- Mise à disposition des dossiers de consultation aux candidats,
- Recevoir les offres,
- Analyser les offres,
- Envoyer les convocations aux réunions de la Commission d'appel d'offres

- Préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de la Commission d'appel d'offres,
- Informer les candidats retenus et non retenus,
- Informer les établissements membres du groupement des candidats retenus,
- Mettre en forme l'accord cadre et les marchés après attribution par la Commission d'Appel d'Offres,
- Signer les marchés,
- Notifier les marchés,
- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à la gestion des marchés,
- Procéder à la publication de l'avis d'attribution éventuel.

Article 5 : Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- Transmettre au coordonnateur un exemplaire de la délibération autorisant le représentant du membre à signer le marché ;
- Exécuter son marché ;
- Informer le Coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation de ses marchés ;
- Fournir au coordonnateur les montants financiers de ses commandes.

Chaque membre est chargé de l'exécution de son marché. Il est, de surcroît, responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

Article 6 - Constitution de la Commission d'appel d'offres du groupement

Le groupement de commandes aura recourt à la commission d'appel d'offres du coordonnateur pour le choix des offres.

Article 7 - Dispositions financières

Villefontaine assumera le financement des frais matériels exposés par le groupement de commandes, notamment :

- Les frais relatifs à la publication des avis d'appel public à la concurrence et avis d'attribution ;
- Les frais liés à la mise en ligne des pièces du marché ;
- Les éventuels frais de reproduction et d'envoi des dossiers ;
- Les frais de gestion administrative de la procédure.

La mission de coordonnateur ne donnera pas lieu à rémunération.

Article 8 – Retrait du groupement

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes sous réserve d'un préavis de trois mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée au coordonnateur.

Toutefois, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ne pourront intervenir dès lors que la procédure de passation des marchés aura été engagée, sauf décision contraire et unanime des membres du groupement.

Tous les frais inhérents au retrait d'un ou plusieurs membres du groupement seront supportés par ce ou ces dernier(s).

Le coordonnateur est dégagé de tout recours contentieux au titre du retrait d'un membre du groupement. Ce dernier assume seul les dommages intérêts susceptibles d'être demandés par les titulaires du (des) marché (s) qui s'estimeraient lésés par sa démarche.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, chacune des parties pourra demander sa résiliation de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 9 – Dissolution du groupement de commandes

Le groupement ne peut être dissous qu'à l'expiration du (des) marché (s) en cours.

Le coordonnateur déclarera la dissolution de fait du groupement dès que le nombre des membres sera inférieur à deux.

Le coordonnateur est dégagé de tout recours contentieux au titre de la dissolution du groupement. Chaque membre assume seul les dommages et intérêts susceptibles d'être demandés par les titulaires qui s'estimeraient lésés par sa démarche.

Article 10 – Litiges

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à

Le

Pour Villefontaine

Pour le CCAS de Villefontaine